

moderne. Si toutes ces précautions s'imposent en temps de guerre, j'estime qu'il est également indispensable en temps de paix de nous préoccuper de la santé de la population et de voir à ce que le pays compte un nombre suffisant d'hôpitaux, de gardes-malades, de médecins et de dentistes de façon que dans les diverses régions du pays, il soit possible de se procurer les meilleurs soins médicaux.

Bien que quelques-uns des honorables députés qui ont pris la parole cet après-midi puissent sembler satisfaits des progrès réalisés jusqu'ici au Canada, il est loin d'en être ainsi pour les membres de notre groupe. Dans ce domaine également, le Canada traîne de l'arrière. J'ai sous la main une brochure intitulée: *A distinguished Report on a Proposed Reorganization of Medical Practice in Great Britain*. Le groupement de jeunes médecins dont émane ce rapport ne s'intéresse pas uniquement aux médicaments et aux hôpitaux mais se préoccupe aussi de problèmes médicaux d'une portée plus vaste. Ces médecins répartissent en deux groupes les problèmes qui, sans être directement liés aux projets élaborés en matière de médecine, ont quelque rapport avec ces projets. D'abord l'organisation médicale est, dans une large mesure, déterminée par le régime social de la collectivité qu'elle dessert. La deuxième catégorie de problèmes, remarquent-ils, qui, sans être directement liés aux projets ont quelque rapport avec eux, sont ceux qui concernent les plans relatifs à la création d'un milieu favorable à la santé et au bonheur. Ils ajoutent que le niveau d'efficacité des hôpitaux de Grande-Bretagne peut être aussi élevé que la population le désire. Au cours de leurs études, ils s'arrêtent quelque peu à des problèmes comme la réglementation de l'industrie, le rationnement, la fixation des prix, les aliments nutritifs, l'approvisionnement suffisant de chaleur, de lumière, d'eau potable et d'air pur et l'aménagement d'égouts. Voici ce qu'ils déclarent:

Depuis qu'il a été découvert que l'argent, en soi, n'est plus un élément qui tend à restreindre les initiatives nationales, ce ne sont que les ignorants, les esprits étroits ou les fripons qui s'en serviront comme prétexte pour excuser leur inaction. Il n'est pas nécessaire que nous retournions à la pauvreté d'avant-guerre, à la dégringolade des prix ou au chômage si nous sommes décidés à nous imposer certaines disciplines. En continuant de faire le sacrifice de quelques-unes de nos libertés, comme nous l'avons fait de bon gré au cours de la guerre, nous finirons par obtenir plus de liberté que nous n'en avions avant la guerre.

Je poursuis la citation:

Un service de santé publique bien conçu est tout à fait indispensable. Il faut mettre à la disposition de toute la population les meilleurs

services que la faculté médicale et les professions connexes peuvent offrir. Pourvu que ces services n'empiètent pas sur d'autres services indispensables, nous ne devons pas en considérer le coût. Etant donné que la production de la Grande-Bretagne n'a jamais été plus considérable, nous pouvons nous montrer sinon prodigues, du moins hardis dans l'élaboration de nos plans.

Il est question de l'importance d'éliminer la pauvreté, causée par le chômage du principal salarié ou par sa maladie; des prestations de maladie, des mesures destinées à venir en aide aux vieillards et de plusieurs autres projets importants.

Une enquête a été faite aux Etats-Unis et j'ai ici un rapport intéressant paru dans *News of Toronto*, livraison du 18 mars 1944, touchant quelques-unes des constatations faites aux Etats-Unis, entre autres:

Plus de 40 p. 100 des comtés aux Etats-Unis n'avaient pas d'hôpital général enregistré pour desservir les 17 millions d'habitants de ces comtés, en 1938.

Près d'un quart de millions de femmes n'avaient reçu aucune aide médicale lors de la naissance de leurs enfants.

Dans 84 villes, 28 p. 100 des enfants n'avaient été soignés ni par un médecin ni dans un hôpital pour des maladies d'une durée d'une semaine ou plus.

Le tiers des 35 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans aux Etats-Unis appartenaient à des familles qui n'avaient pas les moyens de payer des soins médicaux.

Les deux tiers des régions rurales des Etats-Unis ne possédaient pas de centres ou cliniques pour le soin des enfants.

Soixante-dix millions de personnes malades ont perdu plus d'un milliard de jours de travail chaque année.

Je poursuis la citation:

Les gens pauvres. . . tombent malades plus facilement et plus souvent que les gens à l'aise. Parce qu'ils sont pauvres ils ne peuvent pas se procurer des soins médicaux suffisants. Et s'ils vivent dans un comté pauvre, le fisc ne peut prélever assez d'argent pour leur fournir les soins médicaux. Ils ont donc tendance à devenir plus malades et à s'appauvrir davantage. Plus on compte de pauvres dans un comté, plus le comté lui-même est pauvre. A la longue, il y a tant de malades qui n'ont pas les moyens de se payer les services d'un médecin, que les médecins commencent à se plaindre de la concurrence des cliniques gratuites, quand elles existent, ou à s'en aller ailleurs. C'est pourquoi plus de gens deviennent plus malades et plus pauvres, plus pauvres et plus malades. . .

On pourrait en dire autant de la situation au Canada. La mesure législative dont nous sommes saisis ne prévoit pas l'établissement d'un seul hôpital; elle ne permettra pas d'affecter même \$10,000 aux travaux de recherches préconisés cet après-midi par l'honorable représentant de Portage-la-Prairie (M. Leader). Après avoir entendu l'honorable député à deux reprises, je suis d'avis qu'étant donné la faible dépense qu'entraînerait un examen